

# Six héros de l'environnement reçoivent le prix Goldman

## Partage international n° [286](#) - Juin 2012

*Le prix Goldman pour l'Environnement est la plus prestigieuse récompense au monde pour les écologistes de terrain. Accordé chaque année depuis 1990, ce prix a été décerné à 151 personnes de 81 pays. Chacun des lauréats est originaire de l'un des six continents habités de la planète, et reçoit 150 000 dollars. Les lauréats pour 2012 - originaires de Chine, du Kenya, des Philippines, de Russie, d'Argentine et des Etats-Unis - constituent, selon le Prix Goldman : « Un groupe de leaders émergents courageux qui travaillent, contre vents et marées, pour protéger l'environnement et leurs communautés. »*

### **Chine : pleins feux sur les grandes entreprises polluantes**

*Ma Jun, Chine* - En travaillant au journal *South China Morning Post* dans les années 1990, Ma Jun a eu l'occasion de beaucoup voyager à travers le pays. Il a été témoin de la pollution de l'environnement, de l'éco-dégradation et des souffrances des gens dans différentes régions. Il a commencé à concentrer sa recherche sur les défis de l'eau, et son livre, *la Crise de l'eau en Chine*, s'est transformé en un appel national pour la protection de l'environnement.

Conscient que l'accès à l'information est un préalable à la participation du public au contrôle de la pollution, Ma Jun a fondé l'Institut des Affaires publiques et environnementales (IPE), où il répertorie les données de surveillance et d'exécution du gouvernement chinois afin de les mettre à la disposition du public sur internet sous forme de cartes de la pollution de l'air et de l'eau.

A ce jour, Ma Jun et son équipe de l'IPE ont signalé 90 000 violations de l'air et de l'eau par des entreprises locales et multinationales opérant en Chine. Les citoyens chinois, pour la première fois dans leur histoire, ont à portée de main une information qui révèle quelles entreprises violent les règles environnementales à travers les 31 provinces chinoises - ce qui leur permet d'engager des procès.

Grâce à son programme de chaîne d'approvisionnement Choix Vert, qui compte des acteurs de 41 ONG locales, l'IPE a encouragé les gens à utiliser leur pouvoir de consommateur pour influencer le comportement des entreprises dans l'approvisionnement et la fabrication. Bien que l'IPE n'ait pas de pouvoir réglementaire au sein du gouvernement, sous la direction de Ma Jun, l'organisation a réussi à obtenir que plus de 500 entreprises rendent publiques leurs projets et leurs efforts pour que leurs installations deviennent plus propres.

### **Kenya : lutter contre la construction d'un barrage**

*Ikal Angelei, Kenya* - En 2008, alors qu'elle travaillait à l'Institut du Bassin Turkana, centre de recherche anthropologique au nord du Kenya, Ikal Angelei entendit dire par des chercheurs que le gouvernement éthiopien construisait le barrage Gibe 3.

Ce grand barrage était en construction sur la rivière Omo, source de 90 % de l'eau du lac Turkana, situé à la frontière entre le Kenya et l'Ethiopie. Le barrage risquait d'abaisser le niveau d'eau du lac de 10 m dans les cinq premières années, d'épuiser les réserves de poisson et de priver les collectivités locales d'une source vitale d'eau potable dans ce milieu désertique. Avec pour conséquence une augmentation de la pauvreté, et des conflits de ressources entre les communautés du Kenya et de l'Ethiopie.

Indignée qu'on ait déployé des projets sans aucune consultation des communautés locales, I. Angelei a fondé le collectif des Amis du lac Turkana (FOLT) en 2008. Elle a rassemblé les communautés autochtones marginalisées du lac Turkana pour lutter contre le barrage Gibe 3. L'année suivante, les tribus locales ont publié une Déclaration des populations du lac Turkana stipulant qu'ils avaient donné mandat au FOLT d'exprimer leurs doléances concernant le barrage.

I. Angelei fit remonter leurs revendications aux membres locaux du Parlement et aux représentants du gouvernement, les exhortant à reconsidérer le contrat énergétique du Kenya avec l'Ethiopie. En

réponse à son plaidoyer, en août 2011, le parlement kenyan a adopté une résolution unanime pour que le gouvernement kenyan exige une évaluation environnementale indépendante de l’Ethiopie.

I. Angelei a convaincu les grandes banques, y compris la Banque mondiale, la Banque européenne d’investissement et la Banque africaine de développement, de retirer leurs soutiens financiers au barrage Gibe 3. Actuellement, le barrage est terminé à 40 % et le gouvernement éthiopien a du mal à obtenir des fonds supplémentaires. Elle s’efforce de s’assurer que le Kenya respecte la résolution adoptée par le Parlement.

### **Philippines : se mobiliser contre l’exploitation minière**

*Edwin Gariguez, Philippines* - A la fin des années 1990, la compagnie minière norvégienne Intex a envisagé de creuser une mine de nickel à ciel ouvert sur l’île philippine de Mindoro, constituant une menace importante pour les ressources en eau de l’île et les forêts tropicales. En dépit d’une opposition locale et de lois fédérales sur l’environnement, le permis a été accordé par un gouvernement national enclin à la corruption.

Edwin Gariguez, appelé affectueusement « père Edu », est un prêtre catholique, et le pasteur de l’Eglise de la Mission catholique de l’île de Mindoro. Porté par ses croyances religieuses et un fort désir de faire respecter la volonté des gens de protéger leur environnement, le père Edu a cofondé l’Alliance contre l’exploitation minière (Alamin), une large coalition formée d’habitants de Mindoro, d’élus, de groupes de la société civile, de chefs religieux et de peuples autochtones qui s’opposent à l’exploitation minière sur l’île.

E. Gariguez et sa coalition Alamin ont organisé de nombreuses manifestations avec les communautés de Mindoro. En 2002, le gouvernement local a réagi en adoptant un moratoire pour toute l’île, obligeant Intex à stopper son exploitation minière à grande échelle. Mais Intex a passé outre à l’ordonnance locale et a continué son activité.

Père Edu a fait pression sur le gouvernement fédéral pour qu’il fasse respecter ses lois et maintienne une surveillance étroite sur le projet minier. En 2009, il a mené une grève de la faim de 11 jours jusqu’à ce que le Département fédéral de l’environnement et des ressources naturelles (Dern) accepte de mener une enquête sur les violations faites à l’environnement par la mine. Le Dern a retiré pour une durée indéterminée son permis à Intex, provoquant l’arrêt

de l’exploitation.

### **Russie : mobilisation pour sauver une forêt**

*Evgenia Chirikova, Russie* - Jeune mère de deux filles appartenant à la classe moyenne, Evgenia Chirikova a déménagé dans la banlieue nord de Moscou pour que ses filles puissent grandir proche de la nature dans la petite ville de Khimki. La famille aimait beaucoup se promener dans la forêt de Khimki, parc naturel fédéral de 1 000 ha, l’une des dernières forêts anciennes de la région.

En 2007, Evgenia a appris que le gouvernement russe projetait de construire une autoroute devant couper la forêt, sans concertation publique, et en écartant des solutions de rechange qui auraient préservé la forêt. Le tracé proposé permettait de dégager des profits importants avec le bois et les aménagements, sans améliorer vraiment les embouteillages de la région. En 2009, le gouvernement a accordé un contrat de 8 milliards de dollars pour la construction de l’autoroute à une entreprise de construction française ayant des liens avec le premier ministre Poutine.

Sans aucune expérience dans la mobilisation citoyenne, Evgenia a quitté son emploi dans l’ingénierie pour fonder l’association Défendre la forêt de Khimki, et a commencé à structurer une opposition publique au projet autoroutier. Malgré les efforts continus du gouvernement visant à réprimer le mouvement, elle a réussi à obtenir le soutien d’un large éventail de groupes d’intérêt. Le premier rallye Défendre la Forêt de Khimki a réuni une foule de 5 000 personnes - une des plus grandes manifestations publiques pour l’environnement dans l’histoire russe - et a recueilli plus de 50 000 signatures.

La victoire la plus significative d’Evgenia et de ses collègues a été de convaincre la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque européenne d’investissement, principaux bailleurs de fonds de l’autoroute, de retirer leur financement, invoquant des préoccupations environnementales, sociales et financières concernant le projet. Ils continuent à se battre pour une route alternative et un arrêt définitif de la destruction de la forêt.

### **Argentine : mobilisation pour mettre fin à la pulvérisation de pesticides**

*Sofía Gatica, Argentine* - L’Argentine est le troisième exportateur de soja. Chaque année, l’industrie agricole du pays répand plus de 189 millions de litres de polluants - le glyphosate, le composant de base du

Roundup, l'herbicide de Monsanto largement utilisé, et l'endosulfan, un pesticide interdit dans 80 pays - par pulvérisation aérienne sur les terres agricoles.

Il y a treize ans, Sofia Gatica a donné naissance à une fille. Trois jours plus tard, les reins du bébé ont cessé de fonctionner. Cette ouvrière, mère de trois enfants, a décidé de découvrir ce qui avait tué son enfant. Elle a commencé à parler à ses voisins d'Ituzaingó, un quartier ouvrier de 6 000 habitants dans le centre de l'Argentine, au milieu des champs de soja. Elle s'est alarmée de la prévalence des problèmes de santé inexplicables qui affligeaient sa communauté.

Avec seulement un diplôme d'études secondaires et sans aucune expérience de gestion, Sofia a cofondé les Mères d'Ituzaingó - une association de 16 mères regroupées pour mettre un terme à l'utilisation inconsidérée de produits agrochimiques qui empoisonnaient leur communauté.

S. Gatica et l'association de mères ont commencé à faire du porte-à-porte pour mener la première étude épidémiologique de la région. Les habitants présentaient des taux de cancer 41 fois supérieurs à la moyenne nationale, ainsi que des taux élevés de maladies neurologiques et respiratoires, d'anomalies congénitales et de mortalité infantile.

Ces résultats confirmant leurs pires craintes, les Mères d'Ituzaingó ont fédéré des groupes environnementaux en Argentine pour lancer la campagne « Arrêt de la pulvérisation ». Ils ont tenu des conférences de presse, organisé des manifestations et publié des documents pour alerter le public des dangers des pesticides.

Résultat de leurs efforts, en 2008, le président de l'Argentine a ordonné au ministre de la Santé d'étudier l'impact de l'utilisation des pesticides à Ituzaingó. Le résultat de cette étude a corroboré celle des mères, faisant le lien entre l'exposition aux pesticides et les problèmes de santé. S. Gatica réussit à obtenir par la suite l'adoption d'une ordonnance municipale interdisant la pulvérisation aérienne à moins de 2 500 m des habitations d'Ituzaingó. Victoire sans précédent, une décision en 2010 de la Cour suprême a non seulement interdit la pulvérisation de produits agrochimiques près des zones peuplées, mais a aussi renversé la charge de la preuve - au lieu que ce soit aux habitants de prouver la nocivité de la pulvérisation, c'est désormais au gouvernement et aux producteurs de soja de prouver l'innocuité des produits chimiques.

## Préserver l'arctique des forages pétroliers et gaziers

*Caroline Cannon, Etats-Unis* - Les eaux de l'Arctique, au large de la côte nord de l'Alaska, abritent un large éventail de biodiversité comme les ours polaires, les baleines, les poissons et des millions d'oiseaux migrateurs. Le peuple Inupiat dans cette région dépend de cette vie marine arctique - et en particulier de la baleine boréale - pour la survie de leur culture nourricière traditionnelle.

Ces dernières années, une énorme pression s'est exercée en faveur d'une exploitation sans précédent du pétrole et du gaz dans les eaux arctiques, constituant une énorme menace pour la biodiversité de la région et pour les communautés autochtones qui dépendent de ces ressources pour leur survie.

De nombreuses concessions d'exploitation offshore de pétrole et de gaz ont été envisagées par le plan fédéral 2007-2012. Des centaines de scientifiques ont lancé un appel au président Obama pour arrêter le forage dans l'Arctique jusqu'à ce que les experts puissent étudier les impacts de l'exploitation de pétrole sur les écosystèmes marins de la région et les communautés autochtones.

Originaire de Point Hope, Caroline Cannon est devenue la voix la plus forte et la plus déterminée contre l'empressement à forer dans les mers arctiques. Elle est devenue le visage de la communauté Inupiat dans un procès fédéral destiné à contester le plan 2007-2012 d'exploitation offshore du pétrole et du gaz. En tant que représentante de Point Hope et coplaignante au procès, elle a contribué à la victoire de l'affaire. En effet, en 2009, une cour fédérale a statué que les concessions pétrolières et gazières envisagées omettaient de tenir compte des impacts sur l'environnement marin de la région. La décision du tribunal a arrêté toutes les principales concessions sauf une, parce que sa vente par le gouvernement fédéral était intervenue avant le début du procès. C. Cannon et ses partenaires contestent cette concession devant un tribunal fédéral.

**Sources :** GoldmanPrize.org

**Thématiques :** [environnement](#)

**Rubrique :** [Divers](#) ()